

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Février 2024

**Non à l'initiative
irresponsable
sur l'AVS !**

Page 3



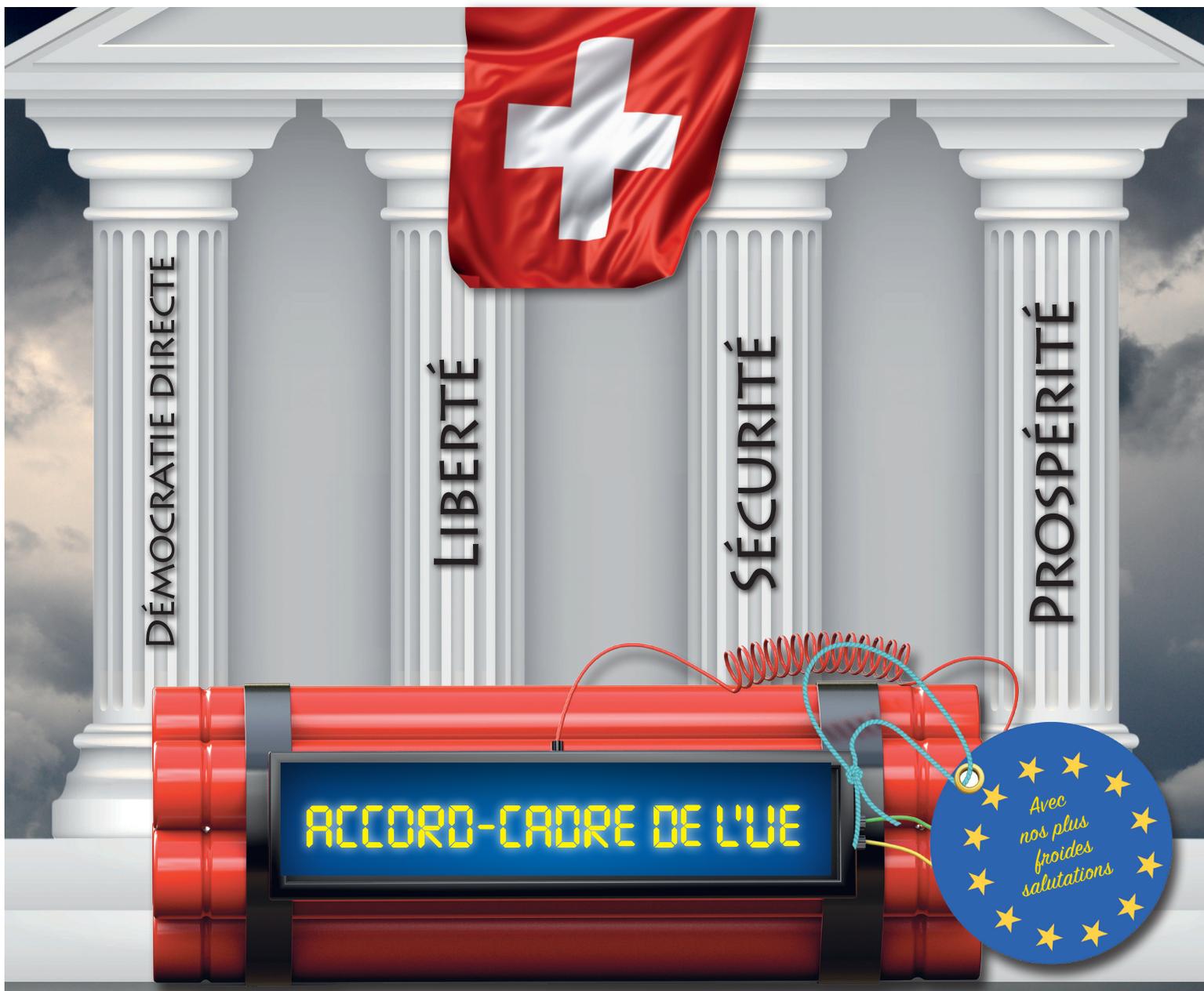
**Le Conseil fédéral
veut faire de la Suisse
une colonie de l'UE**

Page 7



**Entretien avec
le futur président
de l'UDC Suisse**

Page 15



La Suisse a besoin de l'UDC !

Notre parti est plus important que jamais. Je suis très reconnaissant d'avoir pu apporter ma contribution à la présidence de l'UDC, pour que notre merveilleux pays reste libre, sûr et autonome.

Ceci est mon dernier éditorial en tant que président de l'UDC Suisse. Je tiens tout d'abord à vous remercier du fond du cœur ! En tant que membre ou sympathisant, vous contribuez largement au succès de notre parti. Car nous sommes le parti du peuple, et non pas un parti socialiste ou un parti de gauche caviar, comme on le dit en France. Nous défendons une politique qui place les citoyens au centre des préoccupations.

C'est dans l'ADN de notre parti et celui de la Suisse : Le fil rouge de l'histoire de la Confédération est la liberté. De 1291, date du Pacte fédéral, à aujourd'hui.

Non aux juges étrangers

Cette liberté est toutefois menacée. Prenez par exemple la politique européenne du Conseil fédéral : Le nouveau mandat de négociation avec Bruxelles est une attaque

frontale contre notre liberté et notre souveraineté. Nous devrions reprendre automatiquement le droit européen, nous devrions accepter des juges étrangers, nous devrions payer un tribut de plusieurs milliards de francs à Bruxelles.

Prenez aussi l'exemple de la politique climatique et énergétique du centre-gauche. Ce centre-gauche qui veut nous dicter quelle voiture nous devons conduire, comment nous devons nous chauffer, ce que nous pouvons ou ne pouvons pas manger. Il s'agit d'une mise sous tutelle totale, où la liberté est anéantie.

S'agissant de l'immigration – le principal problème dont découle beaucoup d'autres – la majorité de centre-gauche sabote même la volonté populaire. Nous ne pouvons plus

contrôler l'immigration de manière autonome, ce bien que cela soit inscrit dans notre Constitution.

Vive l'UDC, vive la Suisse !

Comme vous pouvez le constater, partout les valeurs centrales et les acquis de la Suisse sont attaqués. La pression sur notre liberté et notre indépendance ne va pas diminuer. L'UDC est donc plus importante que jamais.

Ce fut un plaisir et un grand privilège pour moi de pouvoir présider notre parti. Avec Marcel Dettling, j'ai trouvé un successeur compétent, engagé et épris de liberté, qui s'engagera corps et âme pour notre pays. Quant à moi, je continuerai à me battre de toutes mes forces, pour l'UDC et notre Suisse.

Vive l'UDC, vive la Suisse !



Marco Chiesa
Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



Mettons fin à l'arnaque de la gauche sur les retraites ! Non à l'initiative irresponsable sur l'AVS

L'initiative des syndicats « Mieux vivre à la retraite » semble de prime abord attrayante : qui ne souhaiterait pas percevoir davantage de rentes ? Mais les initiants de gauche passent sous silence l'essentiel : le financement, qui fait défaut. Nous devrions tous passer à la caisse



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

que le coût de la vie augmenterait massivement pour tous. Les personnes actives disposant d'un revenu ordinaire, les familles monoparentales et les familles en pâtiraient particulièrement.

De plus, l'initiative veut améliorer les rentes AVS de tous les bénéficiaires avec la technique de l'arrosoir. Là encore, c'est une erreur fondamentale car 88 % des retraités n'ont pas

besoin d'une 13^e rente AVS. Pour ceux qui en ont besoin, le Parlement travaille actuellement à une solution ciblée. Aujourd'hui déjà, il existe pour les retraités dans le besoin des prestations complémentaires ciblées.

La classe moyenne passerait à la caisse

Avec l'AVS, la caisse de pension et, le cas échéant, les prestations complémentaires, les retraités sont mieux lotis en Suisse que dans n'importe quel autre pays d'Europe.

De plus, près d'un million de rentes AVS sont versées à l'étranger.

Ces retraités étrangers profitent déjà aujourd'hui du franc suisse fort et du coût de la vie plus bas. Un étranger qui perçoit une rente suisse en Macédoine peut se permettre de dépenser 4x plus avec son AVS qu'en Suisse. En Turquie, la différence est même d'un facteur 5. Avec la 13^e rente AVS, ils en profiteraient encore une

fois mais n'auraient pas à supporter les hausses de la TVA et du coût de la vie en Suisse.

Disons donc NON, le 3 mars, à cette initiative irresponsable et antisociale qui pèsera sur la classe moyenne et affaiblira le pouvoir d'achat. La 13^e rente AVS n'est pas le bon moyen d'aider les retraités dans le besoin. Il vaut mieux procéder à des adaptations ciblées, par exemple en supprimant la discrimination en vigueur des couples mariés.

Des coûts supplémentaires de 5 milliards de francs par an

L'initiative entraînerait des coûts supplémentaires de 5 milliards de francs par an. Les rentes actuelles ne sont déjà assurées jusqu'en 2030 que grâce à des subventions financières et au relèvement de l'âge de la retraite des femmes, accepté dans urnes en 2023. Après cette date, l'AVS dépensera chaque année 3 milliards de francs de plus qu'elle n'en gagnera et cela, notons-le, sans la 13^e rente. Pour éviter une situation ruineuse, le déficit croissant devrait être compensé par une hausse de la TVA et des déductions salariales. En clair, cela signifie



Initiative populaire « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13^e rente AVS) »

NON

Initiative populaire « Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes) »

OUI

Mots d'ordre de l'assemblée des délégués



Chers délégués de l'UDC Suisse,
Chers membres de l'UDC,

En 2017, j'ai lutté contre la loi catastrophique sur l'énergie (Stratégie énergétique 2050), tout comme l'UDC l'a fait. L'UDC a eu raison de combattre dès le début la Stratégie énergétique utopique de la Confédération, car elle met en danger notre approvisionnement en électricité et menace nos paysages. **Depuis, l'UDC a maintenu son cap en matière de politique énergétique de manière fiable et cohérente :**

- l'UDC a **combattu avec succès la loi sur le CO₂** en juin 2021, empêchant ainsi une augmentation massive des prix de l'énergie.
- l'UDC a lancé **avec succès le référendum contre la loi sur la protection du climat** parce qu'elle était malhonnête. Cette dernière fixe des objectifs abstraits, mais ne dit pas comment les atteindre concrètement.
- l'UDC appelle ses sections locales dans tout le pays à **s'opposer à la défiguration de nos paysages par des éoliennes dont le rendement est mauvais.**

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'UDC est devenue le parti le plus populaire et le plus grand de Suisse. L'UDC n'est pas un parti de girouettes qui va dans le sens du vent, ou un parti qui affirme et exige chaque jour quelque chose de différent. Non ! L'UDC est reconnu pour sa fiabilité et pour la cohérence de sa ligne politique. Elle s'en tient à sa position, même si cela est parfois inconfortable et même si cela va parfois à l'encontre de ses propres conseillers fédéraux. **Et c'est précisément pour cette raison que l'UDC est soutenue par un électeur sur trois en Suisse.**

Le 9 juin, il s'agira de voter sur « l'acte modificateur unique », aussi connu sous son appellation allemande, le « Mantelerlass » et qui devenu la « loi sur l'électricité » pour la votation. **Pour moi, il s'agit d'une des pires lois de tous les temps.** Pourquoi ? Parce la protection de la nature et du paysage dans notre pays sera supprimée à cause du tournant climatique. Notre pays sera recouvert de plus de 1'200 éoliennes et de plus de 200 kilomètres carrés de surfaces solaires. Cette surface équivaut à deux fois le lac de Zurich ! En raison de l'immigration, il faudrait 100 éoliennes de plus **par an**. C'est insensé ! De plus, des fermes solaires pourraient obtenir des autorisations pour être construits dans les plus belles régions de nos Alpes.

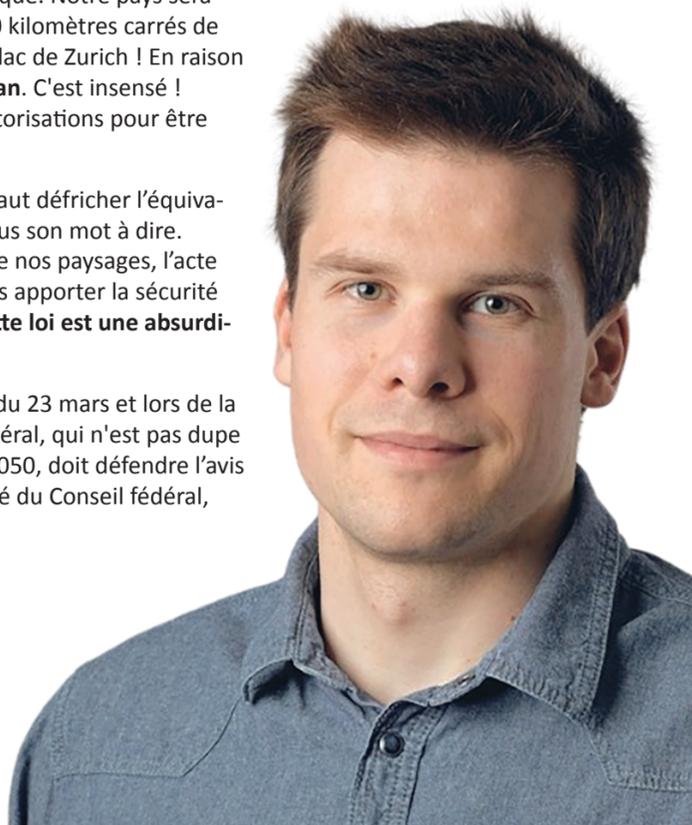
Savez-vous que pour planter une éolienne en forêt, il faut défricher l'équivalent d'un terrain de football ? La population n'aurait plus son mot à dire. Et, malgré tous ces sacrifices de notre démocratie et de nos paysages, l'acte modificateur unique/loi sur l'électricité est loin de nous apporter la sécurité d'approvisionnement en électricité qu'elle promet. **Cette loi est une absurdité qui est aux antipodes de la politique de l'UDC !**

Votez NON lors de l'Assemblée des délégués de l'UDC du 23 mars et lors de la votation du 9 juin. Même si votre propre conseiller fédéral, qui n'est pas dupe au sujet des éoliennes et de la Stratégie énergétique 2050, doit défendre l'avis contraire parce qu'il est tenu de représenter la majorité du Conseil fédéral, qui s'est laissé bercer d'illusions par la gauche.

Les électeurs et notre beau pays vous remercieront lors des prochaines élections !



Elias Vogt
Président Paysage Libre Suisse



Rentes AVS en votation fédérale le 3 mars prochain Le «13» n'est pas porte-bonheur

Bien sûr, je comprends ... vous rêvez d'inscrire le «13» sur votre ticket de loterie et de gagner le gros lot ! Mais savez-vous que le 3 mars prochain, au moment de voter pour une 13^e rente AVS, le «13» n'est pas un porte-bonheur. Décortiquons cette illusion !



Par Pierre-André Page,
Conseiller national,
Châttonnaye (FR)

Offrir à toutes nos concitoyennes et tous nos concitoyens au bénéfice de l'AVS une 13^e rente : dans un premier temps, une bonne idée. Qui ne résiste pas à un regard plus aiguisé : ce geste coûte à la Confédération 5 milliards de francs. Alors bien sûr qu'aujourd'hui, la situation de notre assurance sociale a les moyens de les financer. Mais aujourd'hui seulement. Demain, ce sera plus difficile : la situation va se péjorer dès 2026 et, à partir de 2030, les comp-

tes de l'AVS seront dans le rouge. Pour en sortir alors, plusieurs options : augmenter la TVA de 1 %, augmenter les cotisations de 0,7 % ou même... baisser les prestations ! Vous n'y pensez quand même pas ! Maintenir l'AVS à flot coûtera à chacune et à chacun et affaiblira le pouvoir d'achat ... des plus défavorisés de notre société.

Une technique de l'arrosier coûteuse et inefficace

Ce geste d'une 13^e rente est un arrosier. Beaucoup d'eau coule partout sur la plante mais peu arrose la racine. Alors, mission impossible ? Non. Il est essentiel d'aider les personnes qui sont effectivement en difficulté : notre parti s'y emploie, avec le Parlement et le Conseil

fédéral. En décembre dernier, le Conseil national, à la quasi-unanimité, a accepté une motion visant à augmenter la rente versée aux retraités dans le besoin. D'autres démarches parlementaires visant notamment à défiscaliser les rentes AVS ou à agir sur les prestations complémentaires, sont en examen. Le Conseil fédéral travaille à la prochaine réforme de l'AVS pour 2026. Il ne s'agit pas d'attendre pour voir ... mais de ne pas se précipiter en mettant encore plus en danger les finances de l'AVS.

Voter « non » à une 13^e rente c'est peut-être se priver de dessert aujourd'hui mais avoir la garantie que chacune et chacun pourra, demain encore, manger à sa faim.

La 13^e rente pèsera très lourd sur la classe moyenne et les générations futures.

**Votez
NON !**



Assurons notre prévoyance vieillesse ! Oui à l'initiative sur les rentes, pour une AVS sûre

Le 3 mars, les Suisses voteront sur l'initiative sur les rentes. En votant oui, l'AVS sera assurée à l'avenir.



Par Diana Gutjahr,
Conseillère nationale,
Amriswil (TG)

L'évolution démographique a posé de gros problèmes à la prévoyance vieillesse : Alors que six personnes finançaient une rente lors de l'introduction de l'AVS, elles ne sont plus que trois aujourd'hui. La va-

gue de départs à la retraite à venir de la génération du baby-boom ne fera qu'accentuer ce déséquilibre drastique entre ceux qui versent et ceux qui reçoivent. Nous risquons ainsi que les générations futures ne bénéficient plus d'une prévoyance vieillesse suffisante. Si tout reste en l'état, l'AVS tombera dans le rouge à partir de 2031 environ, selon les estimations de la Confédération. D'ici 2050, sans économies ou nouveaux moyens financiers, le déficit se creusera à plus de 100 milliards de francs ! Baisser les rentes ou augmenter

les impôts pour assainir le déficit nous pénaliserait tous et n'est donc pas envisageable. Il n'y a pas d'autre solution durable que d'augmenter modérément l'âge de la retraite.

L'initiative sur les rentes prend le problème à la racine

C'est exactement ce que veut l'initiative sur les retraites. Pour que notre système de prévoyance vieillesse soit viable, l'âge de la retraite sera lié à l'espérance de vie, comme le veut l'évolution démographique. Des pays comme l'Italie, le Portugal ou le Danemark l'ont déjà fait avec succès ou introduiront un tel mécanisme dans les prochaines années.

Cette approche s'attaque à la racine du problème. Il est logique que nous devions travailler plus longtemps si nous vivons plus longtemps. En outre, l'initiative sur les retraites ne fait qu'augmenter l'âge de la retraite d'un facteur de 0,8 par rapport à l'espérance de vie. Concrètement, cela signifie que si l'espérance de vie moyenne augmente d'un mois, l'âge de la retraite sera augmenté de 24 jours. Ainsi, nous pouvons vivre plus vieux, mais aussi passer à l'avenir 20 % de notre vie à la retraite.

Votre voix fait la différence, chères lectrices et chers lecteurs ! L'initiative sur les rentes est un pas modéré mais efficace pour garantir l'AVS de manière durable et adaptée aux générations futures. Je vous invite donc à voter OUI à l'initiative sur les rentes le 3 mars prochain.



OUI à l'initiative sur les rentes, afin que tout le monde en profite !

Nouveau mandat de négociation avec Bruxelles : ça ne marche pas comme ça !

Le Conseil fédéral veut faire de la Suisse une colonie de l'UE

Après l'échec de l'accord-cadre, les diplomates travaillent déjà sur le prochain traité colonial pour notre pays ; ils aimeraient bien nous faire entrer dans l'UE. Nous devons nous y opposer de toutes nos forces.



Par Magdalena Martullo-Blocher,
Nationalrätin, Lenzersheide (GR)
et Meilen (ZH)

Ils parlent de « mandat », de « paquet global » ou de « Bilatérales III », ils n'ont pas encore trouvé de véritable nom. Pourtant, ce dont il est question est clair : Il s'agit des mêmes règles institutionnelles que celles qui figuraient déjà dans l'accord-cadre :

1. Reprise automatique de toutes les réglementations actuelles et futures de l'UE.
2. Subordination explicite à la Cour de justice européenne.
3. Paiement d'un tribut à l'UE.

Nous ne le permettrons pas ! Nous ne renoncerons jamais à notre liberté et à notre autodétermination, qui sont la base de notre prospérité. L'UE, en revanche, est une entité centralisatrice, sans fondement démocratique, qui impose toujours plus de lois bureaucratiques à ses membres. Avec la relance de l'accord-cadre, la même chose se produit chez nous. Et si nous ne réagissons pas, les mesures pénales sont également prévues dans le traité.

Le Conseil fédéral doit retirer son mandat

Non, nous n'avons pas besoin de la tutelle des commissaires européens ! Nous voulons décider nous-mêmes. Nous savons mieux que quiconque où le bât blesse : l'immigration incontrôlée, le chaos de l'asile, les finances publiques hors de contrôle et les utopies

climatiques de la gauche rose-verte qui coûtent des milliards. L'accord avec l'UE ne résout pas tous ces défis, il les aggrave même !

Le comble de tout cela, c'est que nous devrions également payer des milliards de francs aux programmes de l'UE et pour la cohésion. Malheureusement, l'UDC est une fois encore le seul parti à s'opposer résolument à cet asservissement. Nous devons d'autant plus mobiliser nos forces et lutter pour une Suisse forte et indépendante ! Nous exigeons du Conseil fédéral qu'il retire ce mandat et qu'il fasse enfin comprendre à l'UE que tout cela ne sera jamais, au grand jamais, envisageable pour le peuple suisse.



Non au traité de soumission à l'UE ! Bruxelles et la Berne fédérale veulent faire de nous des sujets

Le nouveau mandat de négociation du Conseil fédéral et de l'UE est une catastrophe pour la Suisse, faisant de notre pays une colonie tributaire de Bruxelles. Nous ne devons en aucun cas l'accepter.

Le Conseil fédéral et l'UE ont convenu d'un soi-disant « Common Understanding ». En anglais ! Ce « Common Understanding » (compréhension commune) est rédigé dans un langage juridique et fourmille de termes malhonnêtes. Une amende ou une action punitive y est par exemple appelée « mesure de compensation ».

Le mandat de négociation du Conseil fédéral est en réalité une capitulation devant Bruxelles. L'UE traite notre pays souverain comme une colonie, un vassal tributaire. On veut nous imposer des juges étrangers et réduire notre démocratie directe.

Cela semble clair pratiquement à chaque ligne de ce « Common Understanding ». Voici une sélection de 12 citations avec à chaque fois une brève explication de ce qu'elles signifient réellement pour la Suisse :

1. « Des solutions institutionnelles inscrites dans chacun des cinq accords existants sur le marché intérieur ainsi que dans les futurs accords sur le marché intérieur »

Nous n'avons pas besoin d'une « solution institutionnelle ». Ce n'est qu'un terme de façade pour le rattachement institutionnel à l'UE. En français : un traité de soumission. En l'étendant à tous les futurs accords, on prive la Suisse de toute liberté.

2. « Une obligation de reprise dynamique du droit »

La « reprise dynamique du droit » est un euphémisme qui signifie que la Suisse doit reprendre automatiquement le droit européen. L'UE ordonne, la Suisse exécute. Cela va à l'encontre de notre souveraineté et détruit notre démocratie directe. La Suisse renonce ainsi à elle-même.

3. «... le tribunal arbitral devrait soumettre cette question à la Cour de justice de l'Union européenne pour décision ; cette dernière serait contraignante pour le tribunal arbitral »

Qui a le dernier mot a le pouvoir. Le pouvoir revient sans aucun doute ici à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). L'arrêt de la CJUE est « contraignant ». La Suisse se soumet ainsi au tribunal de la partie adverse. Il est également précisé que les questions juridiques et politiques litigieuses «... seront interprétées conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne antérieure et postérieure à la signature de ces accords ».

La Suisse ne doit donc pas seulement accepter des juges étrangers mais aussi reprendre le droit existant et futur et aussi bien les jugements antérieurs que futurs. Nous perdons ainsi toute liberté d'action et notre sécurité juridique.

4. « Un accord sur la contribution financière de la Suisse »

La Suisse s'engage à transférer chaque année l'argent des contribuables suisses à Bruxelles sous la forme du « milliard de cohésion » dans le système moribond et corrompu de l'UE.

5. « Un nouvel équilibre des droits et des devoirs »

Du point de vue de l'UE, il est tout à fait clair que la Suisse aura à l'avenir plus de devoirs que de droits. Bruxelles ne considère pas la Suisse comme un partenaire à part entière, mais comme un vassal et un

payeur. Nous ne devons en aucun cas accepter cela.

6. « Participation de la Suisse à tous les mécanismes pertinents de l'UE »

«Les « mécanismes » sont l'expression d'une bureaucratie technocratique. Ils sont dangereux du point de vue de la politique étatique et démocratique : la Suisse n'a pas besoin de « mécanismes de l'UE », mais

d'une politique démocratique autonome. Chez nous, c'est le peuple qui est le chef, pas des fonctionnaires anonymes dans leurs bureaux à Bruxelles.

7. « La Commission européenne et la Suisse partagent le point de vue selon lequel tous les accords actuels et futurs relatifs au marché intérieur devraient être considérés comme un ensemble cohérent ... »

Ce lien entre tous les anciens et nouveaux accords est absolument insoutenable, car il revient à introduire une sorte de clause « super-guillotine ». Il deviendrait

ainsi impossible pour la Suisse de dénoncer ou de renégocier certains accords, comme la libre circulation des personnes. Nous serions pris dans les filets de l'UE comme des poissons.

8. «... dans l'accord concerné ou dans tout autre accord relatif au marché intérieur, de prendre un choix de mesures compensatoires proportionnées »

« Mesures compensatoires » : c'est le terme utilisé par l'UE pour désigner des actions punitives et des sanctions contre la Suisse lorsque celle-ci prend démocratiquement des décisions différentes de celles de l'UE. De telles sanctions contre des décisions populaires qui ne conviennent pas à l'UE ne sont pas compatibles avec notre démocratie directe. L'UE prouve ainsi sa piètre considération de la démocratie directe qui est la nôtre.

9. «... que la reprise dynamique par la Suisse des actes juridiques de l'UE existants et futurs dans le domaine de la libre circulation est prévue »

En clair, cela signifie que la Suisse ne peut pas gérer l'immigration de manière autonome ; nous perdons ainsi notre liberté de décision précisément dans le domaine politique qui nous pose le plus de problèmes. Nous devrions ainsi reprendre en grande partie la fameuse « directive sur la citoyenneté de l'Union » et accorder aux immigrés de l'UE encore plus de droits et d'aide sociale selon les normes suisses. Les vannes seraient encore plus ouvertes.

10. « La Suisse déclare unilatéralement qu'avec cette exception, elle pourrait, en l'état actuel des choses, reprendre la directive 2004/38/CE sans modifier la Constitution fédérale suisse »

La Suisse s'engage ainsi à suivre l'UE sur les questions d'immigration, au mépris même de la Constitution fédérale et ce, bien que

le peuple suisse ait accepté l'initiative contre l'immigration de masse ! De même, l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) » ne serait pas acceptée par l'UE. On voit ici comment le mandat de négociation fait déjà fi de la démocratie suisse et de ses institutions.

11. « L'examen de toute aide d'État devrait, dans le champ d'application décrit ci-dessus, être fondé sur des règles de fond et de procédure équivalentes à celles en vigueur dans l'UE »

L'adoption des règles de l'UE en matière d'aides d'État pose notamment d'énormes problèmes aux cantons, par exemple pour les banques cantonales ou les entreprises publiques d'électricité. D'une manière générale, un nouvel accord-cadre affaiblirait l'influence politique des cantons et saperait le fédéralisme. Notre concurrence fiscale est également depuis longtemps une épine dans le pied de l'UE.

12. « L'Union européenne et la Suisse partagent le point de vue selon lequel il convient de jeter les bases d'une contribution financière régulière, convenue d'un commun accord et équitable de la Suisse à la réduction des disparités économiques et sociales entre ses régions »

Cette « contribution à la cohésion », payée unilatéralement par la Suisse, montre que Bruxelles traite la Suisse comme une colonie qu'elle presse financièrement. Car sinon, elle n'exige d'aucun autre pays une telle taxe d'accès. La Suisse devrait payer des centaines de millions de francs par an. Finalement, l'UE a un besoin urgent de liquidités. Les pays de l'UE sont endettés à hauteur de 13'273 milliards d'euros (état 2022). Le grand payeur actuel, l'Allemagne, est en crise et gouverne avec un budget d'urgence.



Les infos importantes directement par WhatsApp

Inscrivez-vous en quelques étapes seulement :

1. Enregistrez notre numéro 079 470 12 91 sous «UDC Suisse»
2. Envoyez nous un message «START»



OUI À MOINS D'IMMIGRATION À UNE AVS SÛRE ET PÉRENNE À L'INITIATIVE SUR LES RENTES

OUI à la pérennisation de l'AVS

En raison de l'évolution démographique et de l'augmentation de l'espérance de vie l'AVS fait de plus en plus de dettes. Notre système n'est pas conçu pour faire face à ces changements. Dire oui à l'initiative sur les rentes, c'est aussi dire oui à la pérennisation de notre système de retraite, sans augmentation des impôts ou des déductions salariales.

OUI à moins d'immigration

Selon une étude mandatée par la Confédération, l'initiative sur les rentes entraînera un recul de l'immigration pouvant aller jusqu'à 23%. La raison : les employeurs peuvent recourir davantage à la main-d'œuvre qualifiée résidente en Suisse.

Qui dit OUI ?



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote pour les votations fédérales du 3 mars 2024

Acceptez-vous l'initiative populaire « Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes) » ?	Oui
---	-----



OUI INITIATIVE
SUR LES RENTES

Stop à la politique de l'autruche : Monsieur le Conseiller fédéral Jans, vous devez mettre fin au chaos de l'asile



Coups de couteau, cambriolages, agressions
sexuelles harcèlement et viols : Presque
tous les jours, des demandeurs d'asile
commettent des délits graves.
Monsieur le Conseiller fédéral
Beat Jans, faites cesser
le chaos de l'asile
maintenant !

L'autruche se cache la tête dans le sable pour ne pas voir les dangers. Le nouveau ministre socialiste de l'Asile, le conseiller fédéral Beat Jans, fait de même en fermant les yeux sur le fait que la population suisse paie cher, à tous points de vue, une politique migratoire ratée.



Par Piero Marchesi,
Conseiller national,
Tresa (TI)

Vols, cambriolages, homicides, harcèlements sexuels, viols et terreur : Les requérants d'asile commettent presque quotidiennement des délits graves. En septembre 2020, un islamiste a poignardé un homme à Morges. En novembre de la même année, un islamiste a attaqué deux femmes au couteau à Lugano. En octobre

2023, deux demandeurs d'asile algériens ont abusé sexuellement d'une mineure dans le train entre Lugano et Chiasso. Dernier fait divers en date (et non des moindres) : Le 8 février 2024, un requérant d'asile iranien armé a pris 15 passagers en otage dans un train dans le canton de Vaud !

Ce n'est pas tout : La Confédération dépense à elle seule 4 milliards de francs d'argent public pour le domaine de l'asile. La tendance est à la hausse, car la Confédération prévoit également au moins 30'000 nouvelles demandes d'asile pour 2024 et ce, bien que la majorité des de-

mandeurs d'asile ne soient pas des réfugiés au sens de la loi.

La France, la Belgique, l'Angleterre et la Suède ont ignoré ces problèmes pendant des années et aujourd'hui, ces pays en paient lourdement le prix : attentats terroristes, explosion de la criminalité, des quartiers « zones de non-droit » où la police n'ose plus se rendre ... Est-ce cela que nous voulons ici en Suisse ?

Monsieur le Conseiller fédéral Jans, vous devez mettre fin au chaos de l'asile. La sécurité de la population suisse est une priorité absolue.

Des agriculteurs dépossédés au nom de la mobilité douce

A travers l'Europe, la paysannerie se soulève contre une technocratie étrangère aux réalités du terrain. Exemple flagrant avec la politique vaudoise en matière de création de pistes cyclables.



Par Sylvain Freymond,
Conseiller national,
Montricher (VD)

10 collaborateurs, plus 28 millions de crédits d'étude, 100 hectares de terres cultivables sacrifiées ... Le tout pour créer 500 kilomètres de pistes cyclables ! Les réalités chiffrées de la stratégie vélo 2035 du Canton de Vaud donnent le tournis. Pour tout dire, cette politique paraît aussi démesurée que méprisante à l'égard des acteurs du terrain. Donnons un ordre de grandeur : dans le seul pays de Vaud, c'est l'équivalent de 142 terrains de football

qui seront mutilés pour construire des pistes bétonnées. Vous avez dit écologique ?

Bien sûr, l'UDC ne s'oppose pas à la promotion du vélo. Simplement, elle demande que des solutions économiques durables soit privilégiées. Dans un pays qui respecte ses agriculteurs, l'expropriation devrait toujours rester une solution de dernier recours. Pour un propriétaire foncier, même le mieux disposé envers la mobilité douce, l'atteinte à la propriété est par nature difficile à accepter.

Un prix au mètre carré ridiculement bas

Malheureusement, la colère gronde également au sujet l'indemnisation octroyée qui correspond à peine à la valeur vénale.

Dans ce contexte, un sentiment de confiscation et d'avarice de la part de l'État peut légitimement s'emparer des propriétaires concernés. D'autant plus que les délais pratiqués, extrêmement courts, ont déjà surpris certains futurs « dépossédés ».

Probablement consciente de cet état de fait, la Confédération a réagi en multipliant par trois la valeur des terres cultivables expropriées depuis le 1^{er} janvier 2021. Les Cantons seraient bien inspirés de s'aligner sur cette pratique. Il en va du respect des gens qui nourrissent la population suisse ! Il en va aussi du maintien de l'unité entre la ville et la campagne qui nous a permis, jusqu'ici, de ne pas sombrer dans la même crise que nos voisins européens.

Devenez maintenant membre de l'UDC !

www.udc.ch

Pour un
avenir sûr
et libre !



Mettons fin aux abus de l'aide sociale ! Des cartes de paiement plutôt que de l'argent liquide pour les demandeurs d'asile

L'abus de l'argent de l'aide sociale dans le domaine de l'asile est important. Il peut toutefois être endigué si les demandeurs d'asile reçoivent une carte de paiement spéciale au lieu d'argent liquide.



Par Mike Egger,
Conseiller national,
Berneck (SG)

En Allemagne, le gouvernement fédéral et les Länder se sont mis d'accord l'année dernière pour que les demandeurs d'asile ne reçoivent plus une partie de l'aide sociale financière sous forme d'argent liquide. Désormais, ils recevront une carte de paiement afin d'éviter que l'argent ne soit utilisé de manière abusive. Cette carte pourra être utilisée pour payer partout où les cartes de crédit sont acceptées. Il n'est pas possible de retirer de l'argent aux Bancomat, pas plus que d'effectuer des virements ou d'être à découvert sur la carte.

Un succès en Allemagne

Cette décision a déjà été mise en œuvre dans certaines régions d'Allemagne. Le retour des autorités montre que ces cartes sont efficaces contre l'utilisation abusive de l'argent de l'aide sociale ; par exemple, des demandeurs d'asile déboutés qui percevaient auparavant l'aide sociale en espèces auraient renoncé à la carte de paiement et seraient partis.

Les expériences positives ont conduit plusieurs Länder allemands à vouloir introduire la carte de paiement plus rapidement que prévu. La Suisse doit s'attendre à des répercussions négatives sur notre pays, car cela inciterait les demandeurs d'asile à se rendre en Suisse, où ils pourraient continuer à disposer d'argent liquide.

Interdire le « shopping d'asile »

En raison de la non-application, de fait, de l'accord de Dublin, cette évolution néfaste se manifeste également dans ce que l'on appelle le « shopping de l'asile » ; il s'agit de demandes d'asile multiples d'une même personne dans différents pays, souvent sous une fausse identité et dans le but d'obtenir une aide financière partout. Cette fraude est facilitée par la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen, qui, si elle

n'est pas officielle, s'applique aussi en pratique aux demandeurs d'asile.

C'est pourquoi la Suisse devrait également introduire de telles cartes de paiement. L'argent destiné aux demandeurs d'asile fait partie de l'aide sociale, qui relève de la compétence des cantons ; des projets de cartes de paiement existent déjà dans certains d'entre eux et il s'agit maintenant de déterminer dans quelle mesure leur introduction peut être soutenue par la Confédération.



udc.ch/participer



Neutralité : il faut faire le choix de la Paix

Depuis mon enfance, j'ai toujours été étonnée par la régularité avec laquelle les conflits armés rythmaient l'actualité. En lisant le journal, quel que soit le ou l'année, les récits de guerre ont toujours occupé une place importante au fil des pages.



Par
Emmylou Ziehl-Maillard,
Vice-présidente de l'UDC Vaud
Palézieux-Village (VD)

En tant que citoyenne d'un pays libre et sûr, ces histoires tragiques viennent pour moi avec leur lot d'interrogations : que faut-il faire ? Peut-on rester les bras croisés ? Quelle est la place de la Suisse dans la résolution de ce conflit ? Alors que d'aucuns affirmeront qu'il nous appartient de partir au front ou de livrer des armes, je leur répondrai que cela n'est pas notre vocation.

Reconnaissons-le : la Suisse est trop petite pour offrir la victoire à un camp ou à un autre. La livraison de quelques véhicules ou d'une poignée de munitions ne changera rien ou presque. En revanche, ce que la Suisse peut apporter, c'est la Paix. Il s'agit même d'une spécialité reconnue de notre diplomatie. Cette compétence de pacificateur découle d'un savoir-faire historique qui a fait ses preuves à maintes reprises. Elle n'est toutefois possible que dans un cadre précis : une neutralité crédible, perpétuelle et armée.

La Suisse ne peut offrir la victoire, mais elle peut offrir la Paix

Depuis quelques années, nos autorités ont abandonné la lecture stricte de la neutralité qui nous avais permis d'obtenir tant de succès.

Tout le monde s'en retrouve perdant : les Suisses d'une part, car notre pays s'en retrouve moins sûr et risque un jour d'être entraîné par le jeu des alliances, et le reste du monde d'autre part, car il perd un atout diplomatique majeur capable de réunir les parties aux conflits.

Pourtant, il n'est pas trop tard. En inscrivant la neutralité dans la Constitution, un signal fort sera donné au monde entier. Face aux actualités belliqueuses, nous saurons que notre pays accomplit sa mission. Cette mission qu'aucun autre Etat ne peut mener à bien comme nous le faisons. Et cette mission, j'en suis convaincue, n'avons pas le droit de l'abandonner.

Plus de 300 participants à la coupe de Jass UDC 23^e Coupe nationale de jass de l'UDC



A l'issue de la séance du Groupe parlementaire, la 23^e coupe de Jass de l'UDC a eu lieu dans la salle de hockey indoor de Seedorf et a réuni plus de 300 participants – dont des membres du Groupe UDC aux Chambres fédérales.



La gagnante de la coupe de Jass cette année est Madame **Frieda Lindauer**. A la deuxième place, on retrouve Monseigneur **Franz Vogler** et, en troisième position, Madame **Heidi Zurbrugg**.

Nous remercions tout particulièrement l'UDC du canton d'Uri et la conseillère nationale Stefanie Heimgartner, qui ont organisé cette manifestation couronnée de succès.



Entretien avec le futur président de l'UDC Suisse « La liberté et l'indépendance sont nos biens les plus précieux »

Marcel Dettling révèle ce qu'il veut réaliser avec l'UDC en tant que nouveau président du parti, où il voit les plus grands défis et comment son travail d'agriculteur influence son engagement politique.

Marcel Dettling, qu'est-ce qui vous attire dans la fonction de président de parti ?

Des décisions importantes pour notre pays devront être prises prochainement. La liberté et l'indépendance de notre pays sont en jeu. Mener le combat aux côtés du plus grand parti pour que nos enfants puissent eux aussi vivre à l'avenir dans la liberté et l'indépendance est une motivation suffisante.

Quels sont selon vous les plus grands défis ?

La prospérité rend beaucoup de gens aveugles aux choses vraiment importantes. Beaucoup ne sont plus prêts à se battre. Le confort s'est installé.

Que peut (et doit) faire l'UDC pour augmenter encore sa force de frappe politique ?

Nous devons avancer en ligne droite. Dans un parti populaire aussi important, c'est aussi toujours un grand défi de maintenir la cohésion des troupes. Cela n'est possible que si les cadres sont conscients de leur responsabilité et font le travail.

Les solutions échouent souvent en raison du manque de collaboration avec les autres partis bourgeois. Comment cette collaboration peut-elle être améliorée ?

Les autres partis ne sont souvent pas du tout intéressés par des solutions lorsqu'elles viennent de l'UDC. Ils ignorent même délibérément la volonté du peuple. Mais nous ne devons pas pour autant baisser les bras et il faut continuer à lancer des initiatives et des référendums. Mais nous devons aussi pouvoir progresser encore au Parlement, afin que les décisions populaires soient également mises en œuvre.

Parlons de quelques sujets importants, notamment d'immigration. Rien ne bouge, l'afflux incontrôlé se poursuit ...

Ce que le Parlement a fait en ne mettant pas en œuvre l'initiative de masse est un gâchis absolu. Mais les problèmes sont devenus si énormes pour de nombreuses personnes aujourd'hui à travers tout le pays qu'ils ne peuvent plus être simplement ignorés. Avec notre initiative pour la durabilité, nous obligerons les auteurs de violati-

ons de la Constitution à délibérer à nouveau sur ce sujet.

Dans le domaine de l'asile également, les autres partis empêchent des réformes urgentes et nécessaires ...

Là aussi, cela ne peut se faire qu'avec le peuple et c'est pourquoi nous avons préparé l'initiative sur la protection des frontières. Nous devons enfin protéger ces dernières de toute urgence. L'immigration illégale vers la Suisse a atteint des niveaux records ; les demandeurs d'asile déboutés ne sont plus renvoyés, les criminels étrangers ne sont plus expulsés. Le système actuel est à bout de souffle, voilà pourquoi l'initiative sur la protection des frontières est amèrement nécessaire.

Parlons de l'Europe ; le nouveau mandat de négociation avec Bruxelles n'est tout de même pas meilleur que l'accord-cadre qui a échoué. Allons-nous devenir à terme une colonie de l'UE ?

Nous nous y opposerons par tous les moyens. Dans mon canton se trouve la Charte de la liberté des Confédérés. Chaque électeur et chaque enfant de Suisse devrait la connaître par cœur. Il ne viendrait alors à l'idée de personne de négocier ne serait-ce que ce traité de soumission. La liberté et l'indépendance sont le bien le plus précieux.

Dans quelle mesure votre métier d'agriculteur influence-t-il votre engagement politique ?

En tant qu'agriculteur, on pense toujours à long terme. On apprend aussi à être patient. Si l'on doit faire les foins et qu'il pleut pendant des semaines, on ne peut rien faire d'autre qu'attendre. Mais quand il fait beau, il faut être prêt. Ce sont des principes qu'on peut aussi appliquer à la politique.



Ruiner l'AVS?

Des milliards qui ruinent notre AVS

D'ici 2033, en raison du vieillissement de la population, l'AVS dépensera chaque année 3 milliards de plus que ce qu'elle encaissera. L'initiative ajoutera encore 5 milliards par an qui précipiteront l'AVS dans le mur.

La classe moyenne passera à la caisse

Nous devons tous financer cette initiative très coûteuse par des hausses des prélèvements salariaux et des prix. La gauche ruine ainsi d'un seul coup l'AVS et le pouvoir d'achat de la population.

Des millions partent à l'étranger

Près d'un million de personnes à l'étranger recevront aussi cette rente cadeau. Cela coûtera chaque année plus de 500 millions de francs – payés bien sûr par la population suisse.

Les riches reçoivent les rentes les plus élevées

Comme la gauche a décidé de distribuer la 13^e rente à tout le monde, ce sont les ménages qui n'en ont pas besoin qui obtiendront les montants supplémentaires les plus élevés. C'est injuste et antisocial.

Le 3 mars 2024
www.13AVS-non.ch

**13^e rente
AVS
NON**